

Entre faiblesses domestiques et superpuissance régionale, où va l'Iran ?



Presque paradoxalement, la force régionale acquise par l'Iran ces dernières années se paye sur la scène intérieure.

Avec Ardavan Amir-Aslani

Atlantico : Ce lundi 11 mars, le président iranien Hassan Rohani se rendait en Irak dans le cadre d'une visite officielle dans l'objectif d'un renforcement des liens entre les deux pays. Comment faire le point de la situation actuelle de Téhéran, entre une position de force régionale et de réelles fragilités intérieures, notamment sur le plan économique ?

Ardavan Amir-Aslani : L'Iran va mal et ce n'est pas parce que Téhéran se complaît dans l'émergence de ce nouvel empire Perse que le pays est au zénith de sa puissance. Certes, un soldat iranien en uniforme, le drapeau iranien à la main, peut se rendre aujourd'hui, à pied, de Téhéran jusqu'à la méditerranée sans rencontrer la moindre résistance ni obstacle, tellement l'Iran a su efficacement réduire l'Iraq, la Syrie et le Liban au rang de vassal. Or il s'agit là d'un géant aux pieds d'argile. Cette apparence de puissance n'est que ça, une apparence. La réalité est que l'Iran est exsangue financièrement. Du fait de l'application des sanctions américaines, depuis le retrait de Washington le 5 mai dernier de l'accord nucléaire du 14 juillet 2015, l'économie iranienne est en pleine récession. Ces exportations pétrolières ont été réduites de deux tiers, sa monnaie dévaluée de de soixante dix pour cent, la moitié de ces industries sont à l'arrêt, l'inflation atteint des sommets logarithmiques et la grogne de sa population est, plus que jamais, audible. Il importe peu, pour une population fatiguée par les conflits perpétuels, écrasée par les prix exorbitants des denrées de première nécessité, que l'Iran soit perçu comme la réincarnation de l'empire de Xerxès; pour preuve, les slogans des manifestants, lors des troubles que l'Iran a connu en janvier 2018, contre ce que la population perçoit comme de l'aventurisme à l'étranger. L'argument du pouvoir selon lequel la présence de l'Iran se justifierait du fait de la guerre contre Daech, ne tient pas la route maintenant que l'Etat islamique n'est plus. Les iraniens préfèrent désormais que les maigres ressources de l'Iran soient utilisées afin d'améliorer la vie quotidienne de la population à l'intérieur du pays au lieu de servir à maintenir des forces armées en dehors de ses frontières. De surcroît aussi bien les iraniens et le pouvoir de Téhéran ont très vite constaté que la gratitude des pays « d'accueil » vacillait face à la moindre difficulté. La fidélité de chiites irakiens durera aussi longtemps que les services publics d'eau et d'électricité fournis par Téhéran à prix cassé continue. Tous se souviennent de l'attaque contre le consulat d'Iran à Bassorah, le lendemain d'une coupure d'électricité reprochée aux iraniens.

Quelles pourraient être les conséquences de paradoxe d'une force régionale fragile en son cœur ? Quels sont les choix qui se dessinent à l'avenir pour le pays ?

Aucune puissance ne saurait projeter son influence à l'extérieur de ses frontières en l'absence d'une économie nationale florissante.

La population peut tolérer, un certain temps, l'argument du retour de l'empire qui pourrait momentanément flatter son égo mais dès l'instant où elle est appelée à serrer la ceinture, sa tolérance ne fera que s'amenuiser. Le pouvoir iranien est aujourd'hui face à un dilemme. Soit il maintient sa présence militaire et son influence à l'étranger, au prix des sacrifices majeurs sur le plan économique interne, et il prête le flanc à des critiques de plus en plus acerbes soit il privilégie le développement économique domestique avec comme conséquence inéluctable le retrait de sa présence à l'étranger. Le maintien des deux n'est plus possible. Au fur et à mesure que les ressources de l'Etat se réduisent la question du choix entre les deux options se pose de manière urgente. La tragédie de la situation demeure dans le fait que le pouvoir de Téhéran s'est fait avoir. Ayant abandonné 100 milliards de dollars d'investissement dans le secteur nucléaire afin de respecter un accord nucléaire aujourd'hui anéanti par le retrait des américains, Téhéran se voit désormais contesté dans son programme de missile balistique, à un moment où le pays est sous embargo au niveau des armes conventionnelles et à fortiori des missiles; la perception à Téhéran étant que l'Europe et les Etats-Unis cherchent à désarmer totalement le pays. C'est ainsi que l'Iran joue sa dernière carte, c'est-à-dire, sa présence à l'étranger, pour ne pas s'asseoir à la table des négociations totalement démunie face aux américains. Le paradoxe est là. Pour assurer sa pérennité, le pouvoir a besoin de maintenir sa démarche impériale dans la région tout en sachant qu'une telle présence ne pourra que l'affaiblir de l'intérieur, avec une population de plus en plus récalcitrante à soutenir cet expansionnisme.

En quoi les élections israéliennes du 9 avril prochain pourraient-elles avoir un impact sur cette question ?

Le 9 avril prochain l'un de Benjamin Netanyahu ou de Benny Gantz, l'ancien chef d'Etat Major de l'armée israélienne occupera la résidence du premier ministre à Jérusalem. Si c'est Netanyahu qui emporte les élections, la perspective d'un conflit élargi entre Israël, le Hezbollah, le Hamas et de la présence militaire iranienne en Syrie ne fera aucun doute, d'ici la fin de l'été prochain. Si c'est Gantz qui gagne les élections, une entente pourrait voir le jour; en échange d'un retrait iranien jusqu'à la frontière séparant l'Iraq de la Syrie, un modus operandi et une coexistence pacifique entre ces deux puissances pourrait se concevoir. Netanyahu, pour sa part, éprouve le besoin d'effacer les accusations de faiblesse dont il a fait l'objet à l'occasion des derniers conflits avec le Hamas. D'où son désir d'en découdre avec l'Iran et de rétablir son image d'homme fort. Les conservateurs iraniens pour leur part espèrent un tel conflit, idéalement avec des frappes de missiles israéliens contre leur territoire national, de manière à pouvoir, sous prétexte de protéger la patrie en danger, remettre une chape de plomb sur tout le pays. En pareil cas, les gagnants seraient les conservateurs iraniens et Netanyahu et les perdants le camp de la paix israélien et le peuple iranien.